

## Agriculture et développement méditerranéen

Malassis L.

La Méditerranée aujourd'hui (I)

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 30

1975  
pages 73-83

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010632>

To cite this article / Pour citer cet article

Malassis L. **Agriculture et développement méditerranéen**. *La Méditerranée aujourd'hui (I)*. Paris : CIHEAM, 1975. p. 73-83 (Options Méditerranéennes; n. 30)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Louis MALASSIS

Directeur de l'I.A.M.  
de Montpellier

# Agriculture et développement méditerranéen

## DEFINITION ET ANALYSE DES PAYS MEDITERRANEENS

### Détermination des ensembles méditerranéens

La détermination d'un ensemble géographique dépend des objectifs que l'on se donne et des critères que l'on adopte pour procéder à une telle détermination : on peut définir plusieurs ensembles méditerranéens différents. Pour notre propos, trois approches sont plus particulièrement intéressantes : écologique, géographique, géopolitique.

a) Bordant la Mer Méditerranée, on peut définir une zone, écologiquement et agronomiquement, relativement homogène, parfois dénommée « Pourtour Méditerranéen ». Cette zone correspond à celle de la fructification de l'olivier : bien qu'une plante cultivée constitue un indicateur discutable pour définir une zone écologique, car les zones de culture varient historiquement par transfert et acclimatation (1), l'olivier est incontestablement le symbole de la Méditerranée. Cette zone correspond aussi à celle de l'agriculture méditerranéenne proprement dite, aux conditions relativement difficiles : précipitations faibles et irrégulières, sols pauvres et érodés, relief accidenté, etc. Le « Pourtour Méditerranéen » est caractérisé par des associations végétales spécifiques : plantes arborescentes xérophiiles (olivier, figuier, vigne, amandier, etc.), céréales, certains légumes secs etc.

Le pourtour méditerranéen constitue l'un des foyers les plus anciens et les plus florissants de l'agriculture mondiale. La prospérité agricole, mais aussi son déclin, s'est trouvée liée à la prospérité, puis à la relative stagnation du monde méditerranéen. Le développement agricole d'une zone dépend certes des potentialités offertes par le complexe cultural, mais il dépend aussi

(1) La culture de l'olivier s'est étendue au cours de l'histoire; pratiquée dès l'an 2000 av. J.-C., elle ne pénétra l'Italie, importée par les Grecs, qu'au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

de la prospérité générale, du pouvoir d'achat des populations, du commerce international, de la dynamique sociale (créatrice de technologies et d'institutions), des capitaux disponibles pour la mise en valeur, etc., toutes conditions propres à réaliser les potentialités.

b) Une approche strictement géographique (fondée sur la localisation) consiste à déterminer l'ensemble méditerranéen par les pays riverains de la Mer Méditerranée (PMR). Cet ensemble correspond aux « Pays Méditerranéens *stricto sensu* ». Habituellement le Portugal y est inclus bien qu'il n'ait pas de « façade méditerranéenne ».

Les pays riverains de la Méditerranée sont au nombre de 18 (dont 2 îles). Vers 1970, leur population totale était de l'ordre de 290 millions d'habitants (soit 8 % de la population mondiale), supérieure à celle de l'Europe des neuf (255 millions), de l'URSS (245 millions), des États-Unis d'Amérique (210 millions). Toutefois, ces comparaisons sont peu significatives, car les pays méditerranéens ne constituent pas un ensemble politique structuré, analogue aux autres ensembles comparés.

Statistiquement, cet ensemble est généralement réparti en trois catégories géographiques : les pays méditerranéens européens, les pays méditerranéens d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye), les pays méditerranéens du Proche-Orient (Syrie, Liban, Israël, Égypte). 70 % de la population des pays méditerranéens est européenne, 30 % africaine et orientale.

Les pays riverains de la Méditerranée ne sont pas méditerranéens dans leur totalité : la France n'est méditerranéenne qu'environ à 10 % et l'Italie à 40 %. Les pays riverains de la Méditerranée sont le plus souvent des pays contrastés, le « Nord » et le « Sud » sont des composantes de la géopolitique méditerranéenne.

c) Une approche géopolitique consiste à définir l'ensemble méditerranéen par des considérations de développement socio-économique et de rela-

TABLEAU I

## Caractéristiques fondamentales des économies globales et agricoles des pays riverains de la Méditerranée

Pays (1)	PIB par habitant (2)	PIBA par agricole (3)	Popu- lation agricole en % (4)	Popu- lation rurale en % (5)	Structure de l'emploi par secteur			PIBA en % PIBT (9)	Structure des échanges Produits agricoles en %		Taux de croissance			
					Pri- maire (6)	Secou- ndaire (7)	Ter- tiaire (8)		Exp. (10)	Imp. (11)	démog. (12)	éco. (13)	agric. (14)	ind. (15)
Espagne . . . . .	829	330	36	57	30	36	34	16	39	24	1,0	8,0	3,1	9,5
France . . . . .	2 338	1 079	14	30	14	27	59	7	20	23	0,9	5,6	2,8	6,1
Grèce . . . . .	792	288	53	57	54	18	27	21	65	19	0,8	7,4	3,8	8,2
Italie . . . . .	1 331	659	21	52	20	42	38	11	9	32	0,8	5,5	2,5	7,4
Portugal . . . . .	488	247	38	72	43	27	30	19	34	25	0,9	6	2,2	8,5
Turquie . . . . .	352	178	71	65	72	10	18	33	89	4	2,5	4,2	3,4	8,2
Yougoslavie . . . . .	475	220	44	72	59	20	21	24	29	16	1,9	5,8	2,6	8
Algérie . . . . .	255	—	57	61	51	12	37	—	—	—	2,9	1,5	1,1	—
Libye . . . . .	1 276	87	57	75	40	16	44	3	—	—	3,7	30,0	6	44,7
Maroc . . . . .	190	—	52	68	58	10	32	35	57	32	2,9	2,9	4,5	3,3
Tunisie . . . . .	210	57	58	60	43	16	40	17	38	28	2,2	3,7	0,7	8,1
Israël . . . . .	1 510	1 009	12	18	9	33	58	8	26	19	2,9	7,3	6,6	11,8
Liban . . . . .	484	103	53	—	—	—	—	11	33	35	2,5	3,1	6,3	—
R.A.U. . . . .	187	91	52	62	57	11	32	30	72	44	2,5	3,9	1,9	12,8
Syrie . . . . .	211	94	52	63	66	11	23	25	80	25	2,8	7,8	4,3	9,7

(1) Ensemble des pays méditerranéens, Portugal compris, Albanie, Chypre et Malte non compris.

(2) PIB par habitant aux prix du marché en dollar US (1967).

(3) PIB d'origine agricole par habitant agricole.

(4) Population agricole en % (en 1967 ou 1968).

(5) Population rurale en %. La portée de la comparaison entre les pays est limitée par le manque d'homogénéité dans les définitions.

(6) (7) (8) Répartition de la population active par secteurs.

Secteur primaire : agriculture, sylviculture, chasse et pêche, industries extractives.

(9) PIBA en % du PIBT (1967 ou 1968).

(10) (11) Exportations ou importations agricoles en % du total des exportations ou importations (1967 ou 1968).

(12) Croissance de la population entre 1963 et 1969.

(13) Taux de croissance moyen annuel du PIB aux prix du marché pour la période 1960-67.

(14) Indice FAO de la production agricole brute.

(15) Taux de croissance moyen annuel du produit industriel pour la période 1960-67. (Industries extractives, manufacturières; électricité, gaz et eau; bâtiments et travaux publics).

Source: Annuaires internationaux (In./An. des Pays Méditerranéens. IAM, Montpellier, sous presse).

tions internationales composantes de ce développement.

Bien que souvent floue et incertaine, cette approche est toutefois la plus intéressante du point de vue de l'analyse des processus de développement méditerranéen. Les auteurs, inspirés par cette approche, classent alors dans les « pays méditerranéens *lato sensu* », en plus des pays riverains, les pays du Proche-Orient Asiatique (ou Moyen-Orient) : Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït, et autres pays du Golfe Persique.

Ainsi défini, le monde méditerranéen englobe la totalité du monde arabe ainsi que la totalité des pays pétroliers; la population totale de cet ensemble est de 355 millions d'habitants en 1970 (2).

### Analyse des ensembles méditerranéens

Les peuples méditerranéens procèdent d'une longue histoire qui les a façonnés; le passé méditerranéen se confond avec les origines de notre civilisation et se dissout parfois dans une poésie nostalgique. Historiquement, la Méditerranée est un lieu d'inspirations et d'échanges privilégiés, mais c'est aussi un exceptionnel champ de conflits, marqué par les expansions et les déclin successifs des civilisations dominantes. Le pourtour de la Méditerranée est jalonné de métropoles dont l'influence s'est étendue plus ou moins loin vers l'arrière-pays. Les processus historiques ont rapproché, mais ils ont aussi (et peut-être surtout) différencié

(2) Europe méditerranéenne : 215; Afrique au nord du Sahara : 35; Proche-Orient : 55. Cette population est celle des PM et non de la zone méditerranéenne proprement dite.

TABLEAU II

## Essai de classification économique des pays riverains de la Méditerranée

Catégories de pays	PIB (en \$)		Structure économique				Croissance				
	PIB/h (2)	PIBA/h (3)	PIBA en % (4)	popu- lation agricole en % (5)	popu- lation rurale en % (6)	exp. agricoles en % (7)	démogra- phique (8)	économi- que (9)	par habitant (10)	agricole (11)	industrielle (12)
I. — Industrialisés avancés	2 300	1 100	7	14	30	20	< 1	5,5	4,5	< 3	6
II. — Industrialisés . . . .	1 300	650	10	20	50	10	< 1	5,5	4,5	< 3	7
III. — En cours d'industrialisation . . . . .	de l'ordre de 500 à 1 000	de l'ordre de 200 à 400	15 à 25	35 à 55	> 50	30 à 60	1 %	6 et +	5	3	8 et +
IV. — Agricoles, en cours de développement . . . .	moins de 500	de l'ordre de 100 à 200	20 à 35	50 à 70	> 60	30 à 80	2,5 à 3 %	3 à 4 %	0,5 à 1 %		

I. — Industrialisé avancé : France.

II. — Industrialisés : Italie, Israël.

III. — En cours d'industrialisation : Espagne, Grèce, Portugal, Yougoslavie.

IV. — Agricoles en cours de développement : Turquie, Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Liban, R.A.U., Syrie.

Source: « Mondes en Développement », n° 2, 1973, p. 172.

les pays méditerranéens. Il existe peu d'autres exemples dans le monde, de coexistence sur un espace géographique restreint, de pays aussi différenciés du point de vue des formes d'organisation socio-économique, des stades de développement, des niveaux et des genres de vie.

a) Les pays méditerranéens diffèrent par leur forme d'organisation socio-économique et les voies du développement dont ils ont fait choix : les pays capitalistes avancés (France, Italie) ou en expansion capitaliste (autres pays européens méditerranéens) voisinent avec les pays socialistes (Yougoslavie, Albanie et Pays de l'Est) et les pays sous-développés, engagés sur la voie du capitalisme libéral (ex. : Iran) ou du socialisme (ex. : Algérie).

b) Les PM diffèrent par leur degré d'industrialisation : on y trouve des pays industrialisés, semi-industrialisés, agricoles.

Les pays industrialisés sont principalement (Tabl. I et II) la France et l'Italie qui offrent la quasi totalité des emplois industriels : dans ces pays, la population agricole représente 10 à 20 % de la population totale.

Les pays semi-industrialisés sont les autres pays européens de la façade méditerranéenne, semi-périphérie des pays industrialisés avancés : Espagne, Portugal, Grèce, Yougoslavie. Dans ces

pays, la population agricole est encore de l'ordre de 35 à 55 %, la population rurale supérieure à 50 %, les exportations agricoles représentent de 30 à 60 % des exportations totales.

Les pays du Sud de la Méditerranée (ainsi que la Turquie) sont fondamentalement producteurs de produits alimentaires et de matières premières. Périphérie de l'Europe industrialisée, ils sont caractérisés par un fort pourcentage de population agricole (40 à 70 %) et souvent ont une prédominance ou une forte proportion de produits agricoles dans les exportations.

Ces pays présentent encore les principaux caractères du sous-développement socio-économique : l'ensemble de la population ne parvient pas à satisfaire les objectifs fondamentaux de l'économie humaine (nourriture, hygiène, logement, éducation), la population agricole est fortement prédominante, la dépendance de l'aide extérieure est forte, et dans certains pays subsistent des formes d'organisation socio-économique peu adaptées à la mise en œuvre du processus de développement.

c) Les PM diffèrent par leur richesse. En 1971, le Koweït avait un PNB moyen de 21 000 F par habitant, la France de 18 000, Israël de 12 000, l'Italie de 10 000, l'Espagne de 5 500, l'Égypte de 1 200, etc. Les pays les plus riches avaient un PIB par tête 15 à 20 fois supérieur au pays méditerranéen





TABLEAU III

**PNB par tête, Croissance du PNB  
Population et Croissance démographique**

	PNP par tête 1971 (en F)	Croissance du PNB par tête 1965-1971 (%)	Population en milliers 1971	Croissance démographique 1965-1971 (%)
Koweït . . . . .	21 230	— 2,1	830	9,8
France . . . . .	18 480	4,9	51 250	0,8
Émirats arabes	17 325	17,8	235	9,5
Qatar . . . . .	13 035	5,8	225	9,6
Israël . . . . .	12 045	5,2	3 010	2,7
Italie . . . . .	10 230	4,6	54 078	0,8
Libye . . . . .	7 975	8,1	2 010	3,7
Grèce . . . . .	6 875	6,4	8 475	0,8
Espagne . . . . .	5 600	4,9	34 000	1,1
Portugal . . . . .	4 015	5,3	9 716	0,9
Yougoslavie . . . . .	4 015	5	20 721	1
Liban . . . . .	3 630	0,8	2 804	2,6
Arabie Saoudite	3 025	7,4	7 487	1,7
Iran . . . . .	2 475	7,7	29 780	3
Irak . . . . .	2 035	1,4	9 750	3,2
Algérie . . . . .	1 980	4,8	14 433	3,2
Turquie . . . . .	1 870	4	36 160	2,5
Tunisie . . . . .	1 700	3,6	5 245	2,1
Syrie . . . . .	1 595	3,1	6 509	3,3
Maroc . . . . .	1 485	2,5	15 379	2,7
Jordanie . . . . .	1 430	— 3,5	2 380	3,4
Égypte . . . . .	1 210	0,2	34 080	2,5

Source: Banque mondiale ONU; (1) 1970; (2) Non disponible.

le plus pauvre : l'Égypte (Tabl. III). Certes, le PIB moyen par habitant est peu significatif, car il existe de fortes disparités à l'intérieur des pays et, d'autre part, il est évident que le PIB par habitant n'est pas un bon critère des niveaux de développement dans les pays méditerranéens.

Le pétrole a différencié les PSD en deux catégories : les riches et les pauvres (le 1/4 monde). Les pays pétroliers peuvent eux-mêmes être classés en deux grandes catégories : les pays pétroliers peuplés et peu peuplés. Ces derniers sont la Libye (2 millions d'habitants), le Koweït (1 million) et les autres pays et émirats du Golfe : au total ces pays représentant environ 4 millions d'habitants. Les pays pétroliers peuplés sont : l'Iran (31 millions), l'Irak (10 millions), l'Algérie (16 millions) et l'Arabie Saoudite (8 millions). C'est plus particulièrement dans les pays peuplés que le pétrole peut jouer un rôle décisif pour la mise en œuvre de processus de développement aux conséquences méditerranéennes (et autres) importantes (Tabl. IV) (3).

Les inégalités autour de la Méditerranée créent une situation de déséquilibre que la philosophie socio-politique du développement et de réduction des inégalités entre les peuples et les catégories sociales rejette. La réduction

des disparités ne peut procéder que d'une coopération qui dépasse inévitablement le contexte méditerranéen.

## GEOPOLITIQUE MEDITERRANEENNE

### Le dialogue Euro-Méditerranéen

Après une longue période de stagnation, la Méditerranée joue à nouveau un rôle fondamental dans le développement mondial. Elle détient des matières premières et, notamment, 60 % des réserves mondiales de pétrole; elle est riche en travailleurs, souvent sous employés, et détient une force de travail et des marges de croissance considérable; enfin, il n'est pas sans intérêt de mentionner, que la Méditerranée est l'une des grandes zones touristiques du monde (elle représente 30 à 40 % du tourisme mondial). Zone stratégique du développement, la Méditerranée est un champ de forces, où sont présents, de bien des façons, tous les Grands : l'URSS, l'Amérique, le Japon et l'Europe.

La construction de la matrice d'échanges des PM montre clairement que les échanges intra-méditerranéens sont faibles, alors que les échanges avec le

(3) Dans l'ensemble du monde, les pays pétroliers fortement peuplés représentent au total 260 millions d'habitants (Indonésie : 125, Vénézuéla : 11). Le pétrole devrait donc grandement contribuer au décollage de ces 260 millions d'hommes. Dans cette perspective, le SD se circonscrit plus particulièrement à la péninsule indienne, au Sahel et à certaines zones d'Amérique Latine.

TABLEAU IV  
Les pays pétroliers dans le monde

Pays fortement peuplés			Pays faiblement peuplés				
	Population (en millions d'habitants)	Pétrole (en millions de tonnes)	Revenus (en milliards de dollars)		Population (en millions d'habitants)	Pétrole (en millions de tonnes)	Revenus (en milliards de dollars)
Iran . . . . .	31,3	305	20,60	Arabie . . . . .	8,0	400	27,00
Irak . . . . .	10,4	100	6,75	Zone neutre . . . . .	—	30	2,00
Algérie . . . . .	15,8	52	3,50	Koweït . . . . .	1,0	125	8,40
Nigeria . . . . .	60,0	116	7,80	Abu-Dhabi . . . . .	0,3	70	4,70
Indonésie . . . . .	124,6	75	5,10	Qatar . . . . .	0,1	25	1,70
Vénézuéla . . . . .	11,3	160	10,80	Dubaï . . . . .	0,1	12	0,78
Équateur . . . . .	6,0	12,4	0,90	Oman . . . . .	1,2	15	1,00
				Libye . . . . .	2,0	90	6,10
				Gabon . . . . .	0,9	10	0,67
<b>Total . . . . .</b>	<b>259,4</b>	<b>820,4</b>	<b>55,45</b>	<b>Total . . . . .</b>	<b>13,6</b>	<b>777</b>	<b>52,35</b>

Source: « L'Expansion », janvier 1975, p. 78.

*Ce tableau met en évidence les caractéristiques des deux groupes des pays producteurs de pétrole: les pays peuplés, qui utiliseront leurs ressources pour leur développement et les pays non peuplés, qui auront d'importants excédents de ressources.*

reste du monde, et notamment avec le « centre industrialisé » sont élevés, les PMSD n'échappent pas à la règle générale d'échange des PSD : ils échangent peu entre eux et échangent surtout avec le centre industrialisé.

Les débouchés des PMD représentent 10 % des exportations de la CEE, le marché est d'importance à peu près égale à celui des États-Unis, 2 fois 1/2 plus important que celui de toute l'Amérique Latine, 8 fois plus important que le marché Japonais ou celui de l'URSS. Ces mêmes pays riverains exportent l'équivalent d'environ 13 % du total des importations extra-communautaires de la CEE, ce volume est environ le double de celui des importations de la CEE en provenance des États-Unis, l'équivalent du total des importations en provenance de l'Amérique Latine, de l'URSS et du Japon.

Le schéma général de l'échange Nord Sud est l'importation de matières premières, de produits agro-alimentaires, ainsi que des travailleurs nécessaires à la poursuite de la croissance industrielle par le Nord et les importations de biens d'équipement, de technologie et de tertiaire par le Sud.

En 1970, les importations agricoles de la CEE, en provenance des pays nord de la Méditerranée représentaient environ la moitié du total des importations, près des 2/3 des pays du Sud de la Méditerranée, pétrole non compris, mais moins de 20 % si on comprend les produits pétroliers. Environ 70 % des importations de pétrole brut de l'Europe des neuf provient des Pays Arabes, et la période de dépendance énergétique de l'Europe semble devoir

durer encore relativement longtemps.

A ces échanges commerciaux s'ajoutent, notamment, les mouvements de travailleurs : en 1973, le nombre de travailleurs migrants vers l'Europe industrielle était estimé à 11 millions dont 7 en provenance des Pays Méditerranéens. Certains experts estiment que, pour poursuivre sa croissance, l'Europe devrait faire appel à 6 millions de travailleurs supplémentaires.

Les données qui précèdent montrent l'importance et la signification du dialogue Euro-Méditerranée. Celui-ci procède de traditions historiques et de proximités géographiques, mais il est aussi fondamentalement commandé par les exigences et les nécessités du développement socio-économique Euro-Méditerranéen. La réalité géopolitique n'est pas seulement le développement des relations au sein des ensembles méditerranéens, bien que de tels développements soient fondamentaux, mais le développement du dialogue Euro-Méditerranéen, c'est-à-dire des deux grands ensembles situés sur les rives Nord et Sud de la Méditerranée.

Du point de vue de l'Europe, le monde méditerranéen est à la fois un fournisseur de matières stratégiques pour son développement et une zone exceptionnelle de mise en valeur : il n'y a sans doute pas d'autres zones dans le monde, où l'Europe a les mêmes possibilités de transférer sa technologie, ses experts, ses biens d'équipement, etc. Pour l'Europe, la Méditerranée est doublement stratégique : du côté des importations comme de celui des exportations. L'Euro-Méditerranée pourrait se prolonger par la mise en valeur de

l'Afrique, par la combinaison de la technologie européenne et des capitaux arabes.

L'analyse de cette situation permet de comprendre l'évolution de la politique de la CEE à l'égard de la Méditerranée, et fondamentalement la tendance vers une approche globale, envisageant l'ensemble des relations Euro-Méditerranéennes (commerciales, technologiques, financières, humaines) avec l'ensemble des pays méditerranéens. Au delà des rapports commerciaux, nécessaires, mais insuffisants, la CEE a jeté les bases d'une politique de développement Euro-Méditerranéenne concertée.

C'est dans le contexte de la géopolitique méditerranéenne que l'on veut donner une signification à la politique agricole Euro-Méditerranéenne. L'agriculture est une composante de la politique Euro-Méditerranéenne, et la tendance vers une zone de libre échange inclut, sans doute, inévitablement les produits agricoles. Mais, pour de nombreuses raisons, sur lesquelles nous reviendrons, les problèmes sont ici beaucoup plus difficiles à résoudre que pour l'industrie et justifie une période transitoire de prudence et d'intelligentes mesures d'accompagnement.

#### **Nouvel ordre économique et renouveau méditerranéen**

Valorisation des matières premières et ressources en hommes sont la base d'une nouvelle richesse méditerranéenne, dont le plein emploi peut conduire à un renouveau méditerranéen. Tous les méditerranéens ne peuvent que se réjouir de cette chance historique, espérer qu'elle sera saisie, et mieux contribuer à ce qu'elle le soit. Ce renouveau se situe dans le contexte général de ce qu'il est convenu d'appeler le « Nouvel ordre économique international » (4) dont la base objective est la transformation des rapports de force entre pays développés et moins développés, marqués par une série d'événements, dont la hausse relative des matières premières ne constitue qu'un épisode. Ce nouvel ordre est à construire, mais l'expression est porteuse d'espoir pour les pays du Tiers-Monde. Le NOE procède de la volonté des PSD de réduire leur dépendance et de modifier la division internationale du travail, issue de conditions historiques. Les pays producteurs de pétrole du Bassin Méditerranéen, rassemblés au sein de l'OPEP, disposent d'une base matérielle et d'une relative cohésion leur permettant de contribuer à un renouveau méditerranéen, conçu en vue d'assurer le développement interne de ces pays.

Le renouveau méditerranéen, s'il apparaît fondé sur les matières premières et l'industrialisation, concerne aussi l'agriculture. La croissance démographique, la croissance du revenu des populations à faible niveau de vie (dans la mesure où le revenu global est convenablement réparti), les disponibilités en capitaux, etc. justifient le renouvellement de l'agriculture méditerranéenne. C'est ce que nous envisageons dans la dernière partie de cet exposé.

### **DEVELOPPEMENT GLOBAL ET DEVELOPPEMENT RURAL**

#### **L'agriculture méditerranéenne**

L'analyse statistique des principales productions mondiales fait apparaître le caractère « méditerranéen » de certaines d'entre elles : les PMR qui représentent 5 à 8 % des terres et de la population mondiale produisent 95 % des olives, plus des 2/3 de la production de vin, 50 % des raisins secs, plus du 1/3 de la production de tomates, de pommes et de pêches, plus du 1/4 de la production d'oranges et de mandarines. Dans l'ensemble de l'économie agricole mondiale, la vocation arboricole et maraîchère des PM apparaît clairement. L'élevage y joue encore un rôle peu important, bien qu'il existe une relative concentration des espèces caprines et ovines (Tabl. V).

Mais la richesse agricole est fort mal répartie autour du Bassin Méditerranéen, elle est relativement concentrée dans les PM Européens. Ces pays qui ne représentent que le 1/3 de la surface totale, possèdent les 3/4 des terres arables et produisent une part importante de la production agricole méditerranéenne : 90 % du vin, des pêches, des pommes et du tabac, 85 % des céréales et des olives, 75 % des tomates. Ils possèdent 9/10 du cheptel bovin et les 3/4 du cheptel ovin.

La pauvreté agricole relative des pays méditerranéens non européens est une composante de la géopolitique méditerranéenne.

#### **Rôle de l'agriculture dans le développement des PMSD (5)**

Dans les PMSD d'Afrique ou d'Orient, la population agricole représente encore le plus souvent 40 à 60 % de la population totale, mais la part du PIB d'origine agricole par rapport au PIB total est beaucoup plus faible. En Algérie par exemple, la population agricole représente encore 55 % de la population totale, mais le PIB d'origine agricole

(4) Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies, réunie à l'initiative des Pays de l'OPEP, clôturée le 1<sup>er</sup> mai 1974, par la déclaration sur « l'instauration d'un nouvel ordre économique international », suivi d'un programme d'action à mettre en œuvre immédiatement.

(5) Nous classons dans cette catégorie la Turquie, les pays de l'Afrique au nord du Sahara et ceux du Proche et du Moyen-Orient.

TABLEAU V

 Agriculture des pays riverains de la Méditerranée,  
orientation de la production

	Europe méridionale	Afrique au nord du Sahara	Proche- Orient	PM dans le monde en %
1. Surface totale . . . . .	31	55	14	6,5
2. Terres arables . . . . .	73	18	8	6,6
3. Pâturages permanents	56	39	5	4,2
4. Population totale . . . . .	72	12	15	8,1
5. Population agricole . . . . .	61	18	21	5,6
6. Population agricole ac- tive . . . . .	70	14	15	
7. Céréales . . . . .	85,3	5,7	7,9	9
8. Olives . . . . .	86,7	10,9	2,7	95
9. Vin . . . . .	94	5,7	0,2	68
10. Raisins secs . . . . .	96,5	0,3	2	55
11. Tomates . . . . .	74,3	6,6	18,8	36
12. Tabac . . . . .	94,7	2	3,1	11
13. Coton . . . . .	48,2	8,7	51	11
14. Pêches . . . . .	97	1,2	1,8	43
15. Pommes . . . . .	96,3	0,4	3,2	37
16. Oranges et mandarines	61,8	16	21	29
17. Ovins . . . . .	73,3	20	6,4	12
18. Caprins . . . . .	63,2	26,6	4,5	12
19. Bovins . . . . .	88	8	4	6

(1) Tous pays méditerranéens (Albanie non comprise).  
Lignes 1 à 6 : moyennes 1967 ou 1968.  
Lignes 7 à 19 : moyennes 1966-1968.

Source: An. des pays méditerranéens. IAM, Montpellier (sous presse).

représente moins de 15 % du PIB total. En Arabie Saoudite, le contraste est encore plus accentué, les proportions sont respectivement de 60 et de 6. Dans aucun PMSD, la contribution de l'agriculture à la formation du PIB ne dépasse 30 %; dans les pays pétroliers elle est inférieure ou très inférieure à 20 %.

Dans les pays pétroliers, la part de l'agriculture dans le total des exportations de chaque pays est relativement faible (moins de 10 %) mais elle est, par contre, élevée dans les pays non pétroliers (supérieure à 80 % en Turquie, à 60 % en Égypte et en Syrie, à 50 % au Maroc, en Jordanie et au Liban).

Le rôle de l'agriculture peut sembler d'importance inégale selon les pays. Dans les pays pétroliers, l'agriculture ne constitue pas le secteur moteur du développement; dans les pays non pétroliers, les exportations agricoles demeurent, par contre, une base fondamentale de la croissance globale.

Mais, dans aucun pays sous-développé, on ne peut négliger l'agriculture, sous peine de compromettre le développement à court ou long terme. Négliger

l'agriculture, c'est courir le risque de déclencher de dangereux processus inflationnistes (si la croissance de la demande alimentaire excède celle de l'offre), freiner la croissance de la productivité agricole et la capacité d'achat des biens industriels par les paysans (freinant ainsi le développement de l'industrie), accroître le déséquilibre entre les niveaux de vie urbains et paysans, source de mécontentements croissants (masse rurale contribuant très faiblement à la formation du PIB et à la redistribution de la valeur ajoutée globale), accélérer l'exode rural pathologique et le sous emploi urbain, freiner les exportations agricoles (ce qui aurait des effets immédiats sur le développement global, dans les pays où l'agriculture doit jouer un rôle essentiel dans la croissance).

Or, compte tenu de la croissance démographique dans les PMSD, de l'ordre de 2,5 à 3,5 % par an, et de la nécessaire croissance des niveaux et équilibres nutritionnels que la croissance du pouvoir d'achat devrait rendre possible, la demande intérieure agro-alimentaire devrait s'élever à un taux de l'ordre de 3 à 5 % par an sur une longue période. Or, d'après les



TABLEAU VI

## Caractéristiques fondamentales de l'agriculture des PMD en 1962 et en 1985

PMD	Population agricole en % de la population totale		Terres cultivables par « agricole »		Terres cultivables par « habitant »		Intensité des cultures		Terres irriguées %		Engrais par hectares récoltés		Tracteurs par milliers d'hectares récoltés		Contribution de la surface et de l'intensité en %	
	(1)		(2)		(3)		(4)		(5)		(6)		(7)		(8)	
	1962	1985	1962	1985	1962	1985	1962	1985	1962	1985	1962	1985	1962	1985	Surf.	Int
Afrique au sud du Sahara	82	71	1,10	0,89	0,9	0,62	42	52	0,7	1,0	0,8	6,7	0,3	0,6	55	45
Asie et Extrême-Orient . . .	70	60	0,45	0,31	0,31	0,19	100	121	20,9	30,5	6,0	79,5	0,4	4,1	22	78
Amérique Latine . . . . .	44	33	1,49	1,32	0,64	0,43	54	60	8,1	10,3	11,6	64,2	5	8,0	68	32
Proche-Orient . . . . .							51	59	31,4	31,8	11,9	55,4	1,2	3,4	55	45
Afrique du Nord-Ouest . . .	65	45	0,83	0,72	0,54	0,32	67	81	3,7	6,3	9,2	42,2	2,8	4,2		
Total pour la zone C . . . .	67	55	0,72	0,56	0,48	0,31	—	—	—	—	—	—	—	—	52	48

(2) Terres cultivables par unité de population agricole.

(3) Terres cultivables par habitant.

(4) Intensité des cultures sur la totalité des terres cultivables.

(5) Proportion des terres irriguées par rapport à la surface des terres cultivables.

(6) Consommation d'engrais par hectare récolté (kg d'éléments nutritifs).

(7) Tracteurs par milliers d'hectares récoltés.

(8) Contribution apportée à l'accroissement de la superficie récoltée par l'expansion de la superficie des terres labourables et l'accroissement de l'intensité des cultures.

Source: Plan Indicatif Mondial (résumé) — Op. cit., pp. 19, 22, 28.

estimations de la FAO, le taux de croissance de la production alimentaire n'a pas dépassé 3 % au cours de la période 1960-1970 et il est même tombé au-dessous de ce taux ces dernières années. L'indice FAO de production alimentaire par habitant a décliné en Algérie, en Jordanie, en Syrie, en Irak, etc.

Étant donné que tous les PMSD ont un régime alimentaire à base de céréales (et plus particulièrement de blé (6)), l'évolution récente de la production et de la demande de céréales est importante à connaître. Alors que dans les PMD la demande de céréales tend à diminuer (— 0,5 %) elle continue à s'élever dans les PMSD (de l'ordre de 3 à 4 % par an). Or, dans ces pays, la croissance de la production de céréales a été inférieure ou très inférieure à la demande. Étant donné cette situation, les importations de denrées alimentaires des pays méditerranéens moins développés s'élèvent, et selon l'expression du Président BOUMEDIENNE, les pays pétroliers mangent une partie de leur pétrole au lieu de l'investir (les importations de produits agro-alimentaires de l'Algérie représentent environ le 1/3 des devises tirées des exportations pétrolières). Ce problème est d'autant plus grave que la conjoncture mondiale tend à une raréfaction des stocks de denrées alimentaires sur le marché mondial et à

une hausse des prix de ces denrées. Le problème des céréales est particulièrement crucial. Toutes les régions du monde, à l'exception de l'Amérique du Nord (de l'Océanie et de l'Argentine) sont déficitaires. Les céréales exportables sont géographiquement aussi concentrées que le pétrole, et l'Amérique est le principal fournisseur des Pays Méditerranéens moins développés. Les produits alimentaires : les céréales, le sucre, les protéines, deviennent des produits stratégiques du développement mondial.

Il est clair que le monde méditerranéen prendrait de grands risques en négligeant ses investissements matériels et intellectuels dans l'agriculture, d'autant plus que le développement agricole nécessaire ne sera pas aisé à mettre en œuvre.

### Stratégie du développement agricole dans les PMSD

D'après les estimations de la FAO, la surface de terre agricole disponible par habitant passerait de 1/2 ha en 1962 à 1/3 d'ha en 1985. Certains pays (l'Irak, la Syrie, le Soudan) peuvent étendre leurs surfaces cultivées, mais dans l'ensemble, les rythmes d'extension des surfaces ne pourront suivre ceux de la croissance démographique. L'explosion démographique dans les

(6) Régime D de la classification FAO : environ les 2/3 des calories et des protéines sont fournies par les céréales (et plus particulièrement le blé) (13, p. 165).

PMSD peut entraîner de graves conséquences écologiques : sans changement de méthodes, la croissance agricole risque souvent de conduire à la régression forestière, à l'érosion hydrique et éolienne, à la destruction de sols par surpâturage, à la salinisation, etc., entraîner, finalement, une réduction du stock de ressources naturelles et de la capacité de production à long terme.

Pourtant, dans cette zone du monde, comme dans d'autres, la croissance de la production agricole est indispensable. Les travaux de la FAO font apparaître que les bases fondamentales de cette intensification sont l'irrigation et le plein emploi de l'eau disponible, l'intensité culturale (réduction des jachères, intensification des rotations), le perfectionnement du matériel biologique (variétés à haut rendement), la production et la croissance de la consommation d'engrais, la mécanisation, etc. (Tabl. VI).

L'agriculture c'est de la terre, de l'eau, du matériel biologique, des pesticides et des engrais... Mais c'est aussi, et peut-être surtout... « une société rurale apte à promouvoir le développement socio-économique, c'est-à-dire motivée et stimulée, disposant de structures agraires adaptées, de réseaux de distribution organisés, de moyens de transport, de crédit, de formation et d'information ». Nous savons de mieux en mieux qu'il est plus facile de créer un barrage que de transformer ou d'implanter une société capable d'opérer les changements et les reconversions techniques et sociologiques de la mise en eau.

« Depuis l'explosion démographique dans le Tiers-Monde, une nouvelle période agricole a commencé, que nous sommes convenus d'appeler « période agricole transitoire ». Cette période est en effet caractérisée par une croissance démographique élevée, entraînant une forte croissance de la demande alimentaire », alors que les méthodes de production agricole dominant dans une bonne partie du monde sont celles de la période traditionnelle.

La période transitoire nécessite donc un effort intensif de formation et d'information, susceptible d'aboutir à la fois à une accélération de la croissance agricole et à un ralentissement de la croissance démographique.

On peut se demander, toutefois, si les PSD pourront faire face à leurs besoins par la voie exclusive de la modernisation de l'agriculture traditionnelle. Les progrès de la technologie et de l'organisation offrent une voie nouvelle, celle des complexes agro-industriels. De tels complexes fonctionnent déjà dans de nombreux pays du monde, y compris dans les PMSD, avec plus ou moins de succès. Ils peuvent se constituer sous forme de sociétés de type capitaliste

(souvent à l'initiative de firmes multinationales) ou de sociétés d'État ou de coopératives (c'est plus difficile et beaucoup plus rare). Cette question rejoint celle des choix technologiques en agriculture. On a coutume d'opposer la « technologie douce » (celle qui correspond par exemple à la modernisation de l'agriculture traditionnelle) à la technologie lourde ou agressive (celle des complexes). Cette opposition ne correspond pas aux exigences réelles du développement : il s'agit plutôt de combiner la modernisation de l'agriculture traditionnelle, avec la création de complexes dans des domaines déterminés, compte tenu des objectifs et des moyens du développement. De tels complexes peuvent jouer un rôle dans le ravitaillement de villes à croissance rapide (cas de Téhéran par exemple). Plutôt qu'achetés « clefs en mains », ils le seront sans doute, de plus en plus « produits en mains », comme dans l'industrie, impliquant à la fois la fourniture d'une technologie adaptée et d'une main-d'œuvre qualifiée.

Le développement agro-alimentaire de ces pays pose aussi celui du choix d'un modèle de consommation. S'agit-il à terme, de vouloir transférer le modèle occidental de consommation alimentaire, fondé sur la production animale (et notamment de viande de bœuf) ou d'atteindre la satisfaction des besoins en protéines par d'autres voies? La généralisation du modèle occidental, gaspilleur de ressources dans un monde qui tend vers la rareté relative est impensable : les recherches sur les différentes voies permettant de satisfaire les besoins en protéines sont, dans le Bassin Méditerranéen, comme ailleurs, d'une urgente nécessité.

Face à la croissance des besoins, et aussi aux disponibilités financières des pays pétroliers (plan de dépenses) la combinaison des deux voies peut être raisonnable. Mais il serait politiquement et économiquement grave de négliger la modernisation de l'agriculture traditionnelle, et l'intégration des populations rurales dans la population globale.

### CONCURRENCE AGRICOLE MEDITERRANEENNE ?

- Le monde méditerranéen est un ensemble hétérogène au développement inégal. La réduction des inégalités et l'amélioration des niveaux de vie sont une impérieuse nécessité politique et humaine de notre temps.

- La Méditerranée est vitale pour l'Europe (matières premières, ressources en hommes, etc.). Mais, d'autre part, l'Europe est vitale pour les PM



(biens d'équipement, technologie, tertiaire). Dépassant la politique des échanges commerciaux, le dialogue Euro-Méditerranée ne peut que se fonder sur une politique concertée de coopération dans le développement. Cette coopération procède du Nouvel Ordre Économique.

- L'agriculture est une composante importante du développement méditerranéen, négliger l'agriculture c'est courir le risque d'un blocage du développement global. Le devenir méditerranéen implique un effort considérable de mise en valeur, de formation et d'information, de rénovation rurale dans les PMSD.

- L'agriculture est aussi une composante du dialogue Euro-Méditerranée. Le développement des échanges agro-alimentaires constitue à la fois une tendance rassurante et inquiétante pour les producteurs agricoles :

*Une tendance favorable*, car la Méditerranée peut constituer un débouché fondamental pour certains produits agricoles stratégiques comme les céréales, le sucre, certaines protéines, etc. Dans l'économie mondiale, il existe une tendance à la surcapacité agricole dans les PD et à la sous-capacité dans les PSD. D'après les estimations de FAO, la demande alimentaire dans les économies de marché des PD s'élèvera à un taux de l'ordre de 1,70 % d'ici 1985, alors que la production alimentaire pourrait s'élever au taux de 3,50 %. Dans les PSD les prévisions sont respectivement de 3,4 et 2,6. Ces tendances entraînent, comme conséquence, une croissance des exportations des produits alimentaires des PD vers les PSD.

*Une tendance « inquiétante »* pour les Pays Méditerranéens de la Communauté qui craignent de voir s'accroître la concurrence agricole intra-méditerranéenne, plus, de se voir sacrifier aux nécessités stratégiques du développement Euro-Méditerranéen. L'inquiétude est motivée par de nombreux arguments : la reconversion des productions est difficile (pour des raisons agronomiques, d'expérience acquise, d'appareil de transformation et de distribution plus ou moins spécifique), coûteuse (investissements de plantation et agro-industriels), incertaine (substitutions de cultures perennes suivies de primes d'arrachage...), lente (délais de production), et surtout, l'opportunité de la reconversion n'apparaît pas évidente (efforts souvent importants en faveur de la qualité et de l'organisation). Les produits méditerranéens étant, dans les conditions actuelles de la production, à coefficient de travail élevé, le ralentissement de la croissance risque d'avoir des effets sur les niveaux d'activité et

sur l'emploi dans des régions qui sont souvent à dominantes rurales. Bref, les producteurs méditerranéens de la Communauté craignent que la politique de libéralisation des échanges ne fasse échec au dur et long combat mené par les agriculteurs européens pour réduire les disparités de revenu au sein de l'économie occidentale.

- Le pourtour méditerranéen constituant une zone écologique relativement homogène, les productions dominantes sont à peu près les mêmes dans toute cette zone. Les perspectives du développement du libre échange ou de formation ou d'extension d'unions douanières, pour des marchés tendant vers une relative saturation des besoins marchands, fait craindre une concurrence intra-méditerranéenne aiguë et inégale, compte tenu des niveaux relatifs des coûts (importance du niveau relatif des salaires pour des productions à base de travail).

Cette concurrence entre les producteurs de produits méditerranéens devrait faire l'objet d'une analyse très approfondie, ce qui ne semble pas avoir été fait jusqu'à maintenant.

Les analyses devraient clairement distinguer :

- les concurrences extra-méditerranéennes,
- les concurrences méditerranéennes intra-européennes,
- les concurrences intra-communautaires (France, Italie),
- les concurrences entre PD et PSD.

- L'analyse que nous avons faite de la répartition de la richesse agricole autour de la Méditerranée, les besoins élevés et croissants des PMSD font penser que, à part quelques productions, la concurrence est surtout intra-européenne et se fait fondamentalement entre des pays industrialisés avancés (France, Italie) et les pays semi-industrialisés (Espagne, Grèce, Yougoslavie) plutôt qu'entre le Nord développé et le Sud sous-développé. Il est donc important de voir clairement que le problème de concurrence des produits agricoles méditerranéens est bien plus finalement un problème européen qu'un problème de relations entre PD et PSD.

- Les perspectives de concurrence dans le long terme doivent aussi être envisagées, compte tenu de l'évolution probable de la consommation réelle dans les PSD et dans les pays semi-industrialisés.

Selon les projections de FAO pour 1980, l'Afrique du Nord Ouest et le Proche-Orient Africain et Asiatique seront déficitaires en blé, céréales secondaires, lait et produits laitiers, viandes, matières grasses, sucres centrifugés; ils



seront excédentaires en vin, agrumes, tabac, tourteaux et farines d'oléagineux (nous ne disposons pas des projections pour les fruits et légumes).

Dans l'ensemble, les PMSD devraient devenir une zone de débouchés plutôt que de concurrence de l'agriculture européenne.

• Pour les pays méditerranéens de la CEE, la situation semble plus particulièrement préoccupante pour le vin, les fruits, certains produits horticoles et quelques autres produits. Mais comme nous l'avons mentionné, la concurrence méditerranéenne est plutôt intra-européenne. L'évolution dépendra aussi, pour certaines productions, du rôle et de la localisation des firmes agro-alimentaires internationales.

Il n'est pas douteux que c'est pour cette catégorie de produits qu'une politique prudente est indispensable, que doit jouer la solidarité entre les secteurs agricoles et plus généralement entre les différents secteurs de l'économie globale dans des perspectives de coopération nécessaire, que l'orientation vers une politique de qualité, de calendriers de production, et d'échange d'organisation de la production (mais plus généralement de la chaîne agro-alimentaire dans sa totalité) doit être mise en œuvre.

Les recherches et études en cours devraient permettre une connaissance de plus en plus satisfaisante de l'économie agricole méditerranéenne, envisagée dans le contexte du développement méditerranéen global. Elles devraient contribuer à éclairer les responsables professionnels et publics, nationaux et internationaux, dans l'élaboration des stratégies et politiques de développement.



Clair de Vindieu.

#### BIBLIOGRAPHIE

- BYROT (P.), DRESCH (J.). — *La Méditerranée et le Moyen-Orient. ORBIS*, PUF, Paris, 1956, 2 t., 550 p.
- MALASSIS (L.). — Développement Méditerranéen et formation au Développement. IAM, hors série, février 1975, ronéo, 30 p.
- FAO. — *Projet de Développement Méditerranéen*. Rome, 1959, 227 p.
- MALASSIS (L.). — *Agriculture et Développement Méditerranéens. Mondes en développement*, n° 2, 1973.
- DE WITT (E.). — L'Europe découvre la Méditerranée. *L'expansion*, juillet-août 1974.
- PAPAYANNAKIS (M.). — Premiers éléments de l'étude du commerce international en Méditerranée. *Options Méditerranéennes*, n° 15, 1972, p. 57 à 73.
- CHAPIN (J. Y.). — Les relations entre la CEE et les Pays du Bassin Méditerranéen. *Télex-Méditerranée*, juin 1974, 2 t., ronéo, 473 p.
- CCE. — Les relations entre la communauté et les pays du Bassin Méditerranéen (communication de la Commission au Conseil). Bruxelles, 27 septembre 1972.
- ALLAYA (M.). — Les éléments statistiques des migrations internationales des travailleurs dans le Bassin Méditerranéen. *Options Méditerranéennes*, n° 22.
- Actuel Développement*, n° 8, juillet-août 1975.
- MALASSIS (L.), PAPAYANNAKIS (M.). — Introduction statistique à l'analyse de l'économie agricole des pays de la façade méditerranéenne. *Options Méditerranéennes*, n° 8, 1971.
- FAO. — *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture. Résumés et conclusions*, Rome, 1970, 88 p.
- FAO. — *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1974.
- MALASSIS (L.). — *Ruralité, éducation, développement*. Masson Ed., Paris, 1975.
- FAO. — *Projections relatives aux produits agricoles 1970-1980*. 2 volumes, Rome, 1971.